



Montreuil, le 27 avril 2026

Financement de la Sécu, pas des OBUS !

Le 21 avril, par voie de presse, la fédération CGT de la santé et de l'action sociale a pris connaissance des prochaines orientations budgétaires de l'État.

Le gel de 6 milliards d'euros de dépenses prévus dont 2 milliards sur le champ sanitaire et social nous interpelle. Le gouvernement fait le choix de financer la guerre au Moyen-Orient, et cela, au détriment de la prise en charge de la population.

2 milliards d'économie sur la santé et l'action sociale : c'est inacceptable !!

Alors que les salarié-es et agent-es du secteur de la santé et de l'action sociale subissent de plein fouet les coupes budgétaires sur le budget de la sécurité sociale : salaires non revalorisés, effectifs pas au niveau des besoins pour une prise en charge de qualité, absences non remplacées, travail en mode dégradé devenu habituel... le gouvernement choisit de geler les dépenses pour un secteur essentiel comme la santé et le social pour augmenter le budget de programmation militaire de 36 milliards d'euros.

Combien de morts dans les établissements de santé, faute de professionnels disponibles, le gouvernement va-t-il laisser ?

À cela, sur la période 2000-2025, il faut rajouter la fermeture de 100 000 lits avec des attaques qui ciblent, entre autres, les maternités et la psychiatrie.

La population subit de plein fouet les orientations à la baisse du financement de la sécurité sociale qui ont pour conséquence une baisse de l'accès aux soins.

Dans le même temps, l'État cherche à faire des économies à tout va sans en rechercher les causes, comme le démontre la campagne du gouvernement sur les arrêts maladie. La culpabilisation, stratégie du gouvernement en direction des agent-es et des salarié-es, fait encore porter sur les professionnel·les les problèmes liés au sous-financement de la prise en charge et à la non-reconnaissance de la pénibilité des professions du secteur.

La Fédération CGT Santé et Action sociale dénonce ces nouvelles coupes budgétaires qui mettent la population en danger par manque de moyens. La Fédération CGT Santé et Action Sociale ne peut accepter les choix du gouvernement finançant la guerre plutôt que la Sécurité sociale

Aussi, nous appelons à la première mobilisation le 4 mai prochain devant l'Assemblée nationale, jour de débat autour de l'augmentation des budgets militaires à hauteur de 36 milliards.